

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59136

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

1948; cet aspect de la mission de l'Institut fut abandonné en 1951 à l'Institut de recherche sur les manuels scolaires (Institut für Schulbuchforschung) de Braunschweig.

La mort subite de Kern en mai 1950 provoqua un déséquilibre entre les deux départements initialement prévus, consacrés respectivement à l'Histoire universelle et à l'Histoire du Christianisme, au profit du second; son responsable, Joseph Lortz, allait en effet se trouver »seul maître à bord« et développer son domaine, au point que l'Institut fut un temps accusé par ses adversaires d'être une entreprise cléricale – critique à laquelle les Français étaient sensibles. C'est avec la nomination de Martin Göhring, spécialiste de questions françaises, en 1951, que la mission européenne de l'Institut devint une réalité et que son activité de recherche prit un essor remarqué. Un congrès sur l'Europe, organisé en 1955, consacra la reconnaissance de l'Institut sur le plan international.

Emblématique de la coopération franco-allemande sur le plan scientifique et symbole de la réconciliation, l'Institut de Mayence paraît au lecteur un exemple réussi – malgré quelques anicroches – des effets de la politique culturelle de la France en Allemagne.

Monique MOMBERT, Strasbourg

Klaus EISTERER, *Französische Besatzungspolitik. Tirol und Vorarlberg 1945/46*, Innsbruck (Haymon) 1991, 452 p. (Innsbrucker Forschungen zur Zeitgeschichte, 9).

Voilà publiée la thèse de doctorat de Klaus Eisterer sur la Zone Française d'Occupation en Autriche. Cet important travail comble une lacune dans notre connaissance des relations entre la France et l'Autriche dans l'après-guerre. Eisterer ne veut pas se limiter à une description des faits à la Ranke, mais en expliquer le »pourquoi« en présentant un choix significatif de documents tirés des archives disponibles du Ministère des Affaires Extérieures sur l'occupation (maintenant visibles à Colmar). Après avoir fait l'historique de la période, il les organise en quelques thèmes essentiels: problèmes d'alimentation, réfugiés, dénazification, politique culturelle vue sous l'angle de la désannexion et de la démocratisation. L'auteur communique au lecteur de manière très vivante et avec une grande clarté ce qui se lit comme une chronique passionnante.

C'est seulement fin 1944 que la France est entrée comme membre à part entière dans la European Advisory Commission interalliée. Le représentant français René Massigli n'avait, tout d'abord, exigé qu'une zone en Allemagne, puis la possibilité de participer à l'occupation de Vienne. Le Kontrollabkommen, signé le 9 juillet 1945, attribuait à la France le Vorarlberg et le Tyrol. Le Général de Gaulle revendiquait une Autriche indépendante qui permettrait, à la fois, de contrecarrer les plans d'hégémonie de l'Union soviétique en Europe de l'Est et d'affaiblir les positions de l'Allemagne. Tout comme l'Administrateur Général Pierre Voizard et le Général Commandant en Chef Marie-Emile Béthouart, de Gaulle considérait l'Autriche comme un »pays ami«. Le 20 octobre 1945, le gouvernement Renner avait été reconnu par la France. Jusqu'en septembre 1946, elle se donnait une »mission de contrôle« en Autriche.

La partie qui traite du problème délicat de l'alimentation est bien documentée et va à l'essentiel. Eisterer n'abuse pas de chiffres, mais ceux qu'il propose sont significatifs, ainsi la comparaison entre la situation en 1939 (2600 calories/jour) et février 1945 (925 calories/jour). Il montre que les Alliés ont apporté leur aide à la population pour mieux répartir les vivres, mais qu'ils ont aussi procédé à des réquisitions. La France poursuivait un double objectif, cherchant à concilier une politique de prestige et une occupation au moindre coût. Klaus Eisterer évoque également les lenteurs administratives et la qualité médiocre de l'alimentation. Il se penche sur le problème du marché noir et de ses conséquences.

Le problème épineux des Displaced Persons (DP) est évoqué dans le chapitre suivant. La ZFO en Autriche constituait un lieu de transit pour les DP vers la France et l'Italie. Des problèmes de compétence se posaient entre les différents services et l'autonomie de la zone

était grande. Lors du rapatriement des Reichsdeutsche, l'approvisionnement des camps et des convois se faisait par des livraisons en provenance de Suisse et des paquets de la Croix-Rouge. Le maintien de l'ordre était également un problème crucial. Peu à peu, les camps de transit furent supprimés dans le Vorarlberg. Ils devinrent des camps fixes dont les frais devaient être supportés par l'Autriche. Au Tyrol, Eisterer souligne le rôle de l'UNRRA (United Nations Relief and Rehabilitation Administration) pour l'approvisionnement des DP. Il évoque également la situation chaotique qui régnait en juillet 1945 au moment de la relève des Américains par les Français. Les DP, ces «hôtes peu appréciés», cristallisaient toutes les difficultés que rencontrait l'Autriche. La paupérisation des DP était un danger supplémentaire qui les amenait presque inéluctablement à se livrer au marché noir pour pouvoir subsister. Les incitations au travail étaient peu efficaces.

C'est, sans doute, dans ce chapitre que Eisterer réussit le mieux à remplir le but qu'il s'est fixé. Il veut, en effet, démystifier les préjugés qui se fondaient, parmi la population autrichienne, sur l'attitude d'une minorité de DP refusant de se mettre au travail. Mais il veut également expliquer les retentissements qu'avait leur criminalisation sur la population, et aussi montrer dans quelles circonstances les problèmes de criminalité se sont posés. Eisterer n'accuse pas, il tente d'expliquer le comportement et les réactions des différents protagonistes.

Démystification encore au sujet de la «dénazification», l'une des quatre mesures qu'il s'agit pour les Alliés d'imposer en Autriche – les trois autres sont la désannexion, la désintoxication et la démocratisation. La réorganisation économique ne fait pas partie de ce programme, à la différence de l'Allemagne qui connaît la décartellisation. Eisterer fait le point et insiste sur l'improvisation qui a présidé à toutes les mesures prises en ZFO. Certes, les officiers français disposaient comme ouvrage de référence du *Handbook for Military Government in Germany*. Mais trop souvent, ils ne parlaient pas anglais, ou fort mal. La liste des personnalités à évincer ou à mettre en place tenait compte des postes occupés avant 1938. Les problèmes des résistants, des «nazis infiltrés» ou ceux des *Persilscheine* devinrent rapidement insolubles. La loi de la Non-Fraternization ne s'appliquait, certes, pas à l'Autriche, sauf de la part des Américains. Mais, Klaus Gruber, le Commandant provisoire (*Provisorischer Landeshauptmann*) demandait que les nazis repentis, ayant travaillé pour la résistance anti-nazie, puissent être libérés. Il insistait sur la pluralité des opinions nécessaire à l'établissement d'une démocratie parlementaire où les socialistes seuls ne pouvaient siéger.

Eisterer montre que le changement de puissance d'occupation – les Français succédant aux Américains au Tyrol – a constitué un handicap sérieux pour la dénazification à cause du chaos qui en résulta. Il fallut procéder à un nouvel enregistrement des internés, des emprisonnés, des personnes déplacées qui transitaient par l'Autriche, car les critères des Américains étaient contestés par les Français. Dans la Zone Française, les internements et l'épuration dans le service public furent menés plutôt plus durement que dans les autres zones d'occupation. Eisterer consacre une étude particulière à la Poste et y constate, au passage, que l'épuration a permis de procéder à la réduction des effectifs qui s'imposait.

Dans le domaine des médias, la France voulait à la fois éclairer la population, tout en l'influençant et en la dirigeant. Le but recherché, l'indépendance de l'Autriche, correspondait à un double objectif français, d'une part l'assurance d'une coupure définitive avec l'Allemagne, d'autre part la possibilité de se servir de l'Autriche comme d'un «tremplin indispensable» vers l'Europe Centrale et les Balkans. En matière d'expansion culturelle, Eisterer évoque la personnalité d'Eugène Susini déterminante pour les choix effectués, car en Autriche, comme en Allemagne, des problèmes de répartition de compétences entre la Direction de l'Information et celle de l'Éducation se posaient. Il présente les nouvelles directives en matière d'éducation, les premières mesures en faveur d'échanges culturels, films, expositions et surtout l'organisation de camps de jeunes, ou l'ouverture de l'Institut Français d'Innsbruck dès juillet 1946 (plus d'un an avant celui de Vienne).

Un livre qu'il est donc utile de lire pour avoir une vision globale des spécificités de la

politique française d'occupation en Autriche, exception faite de Vienne malheureusement, par rapport à l'Allemagne. Un livre utile par son optique de compréhension des divers points de vue qu'il présente, celui des puissances d'occupation avec leurs intérêts divers, celui de la population, celui des DP.

Anne-Marie CORBIN-SCHUFFELS, Lille

Johannes VOGLER, *Von der Rüstungsfirma zum Volkseigenen Betrieb. Aufzeichnungen eines Unternehmers der sowjetischen Besatzungszone Deutschlands von 1945–1948*, herausgegeben von Burghard CIELSA, München (R. Oldenbourg) 1992, 164 p. (Biographische Quellen zur deutschen Geschichte nach 1945, 12).

Dans la collection *Biographische Quellen zur deutschen Geschichte nach 1945*, l'édition des cahiers de Johannes Vogler constitue un apport important pour l'étude de l'histoire économique et sociale de l'Allemagne orientale durant la période de l'immédiat après-guerre. Pour la première fois, on découvre la situation économique de la zone d'occupation soviétique à travers les notes et les remarques d'un entrepreneur, c'est-à-dire d'un acteur: Johannes Vogler, fondateur et directeur entre 1946 et 1948 des *Mechanischen Werkstätten Freital* (MWF), non loin de Dresde.

Vogler, natif de Pirna Lopitz en Saxe, apprend le métier de menuisier avant de se passionner pour l'aviation. Il obtient un brevet d'ingénieur en 1936. La politique de réarmement du régime hitlérien lui ouvre des perspectives professionnelles intéressantes. Il devient ingénieur d'essai naviguant puis, après un accident en 1941, ingénieur au sol dans l'industrie aéronautique. En 1944, il intègre la *Freitaler-Stahl-Industrie* (FSI) fondée le 19 décembre 1939 à Freital près de Dresde, qui dépend du Konzern Flick (98 % du capital est détenu par la *Sächsische Gußstahl-Werke Döhlen Aktiengesellschaft*, filiale de Flick). La FSI est spécialisée dans la fabrication d'obus et de munitions. Epargnée par les bombardements alliés, elle continue de fonctionner après la capitulation comme usine de réparation de locomotives et de wagons de chemins de fer, mais elle est destinée, en tant qu'ancienne usine de guerre et conformément au protocole de Potsdam, à être démontée pour servir de réparation au profit des Soviétiques. Inscrite sur la liste C des établissements directement placés sous la tutelle de la puissance occupante, l'administration est confiée provisoirement à Vogler (le 6 février 1946) en raison de ses compétences techniques et de sa non-compromission avec le régime nazi.

Le premier défi auquel est confronté Vogler est de continuer à faire fonctionner les ateliers, malgré les démontages qu'opèrent les Soviétiques entre janvier et août 1946. En août 1946, la FSI est interdite. Avec d'autres responsables de l'usine, Vogler crée une communauté de travail (*Arbeitsgemeinschaft*) et fonde dans les locaux de l'ancienne FSI la *MWF-Johannes Vogler*, avec un capital de départ constitué grâce aux économies des employés. L'objectif est de maintenir coûte que coûte l'emploi de quelques 220 travailleurs. Ce second défi prend fin le 1<sup>er</sup> novembre 1948 avec la nationalisation de l'entreprise, qui devient »*Volkseigentum*« sous l'appellation *VEB LOWA MWF*. Vogler reste directeur jusqu'en 1954.

Cet ouvrage constitue une source importante à plusieurs titres. On y découvre les conditions d'exercice du métier d'entrepreneur dans la Zone d'occupation soviétique et les difficultés auxquelles est confrontée une entreprise moyenne à cette époque, difficultés qui vont en s'accroissant au fur et à mesure que se précisent la socialisation et la centralisation de l'économie de la zone et les menaces de démolition des bâtiments de la FSI qui abritent la MWF. Pénurie des moyens financiers, de l'approvisionnement en matières premières, en sources d'énergie (charbon notamment), en outillage, en denrées alimentaires pour le personnel, en moyens de communication, rendent la tâche aléatoire et incertaine.

Les conditions de travail, ainsi que les relations sociales au sein de l'entreprise, sont notées avec précision: organisation du temps de travail (variable en fonction des conditions climati-